



FAMILLES DE FRANCE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 30 septembre 2014

Les dernières mesures pour la famille : une erreur politique

Dans le cadre du PLFSS, projet de loi de financement de la sécurité sociale, le gouvernement annonce une nouvelle liste d'économies sur la politique familiale. FAMILLES DE FRANCE dénonce ces mesures répétées contre les familles qui auront des répercussions catastrophiques sur l'économie, la natalité et l'emploi des femmes.

Le nouveau plan propose :

- L'annulation du gel des prestations familiales : l'inflation étant très faible, la revalorisation le sera tout autant. C'est donc une mesure hypocrite pour espérer bénéficier d'un effet d'annonce.
- Le report de 14 à 16 ans de la majoration des allocations familiales : qui fera perdre 1 500 euros par enfant au moment de l'adolescence, au moment même où la charge d'enfant s'alourdit.
- La création d'une tranche supplémentaire au complément de mode de garde : ce sont toujours les mêmes familles qui sont sanctionnées ! Celles qui viennent de subir la baisse du quotient familial puis de la réduction de l'allocation de base de la PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant). Cette mesure risque de décourager les femmes qui travaillent et est parfaitement contradictoire avec l'objectif de leur retour à l'emploi.
- La réduction de la prime de naissance à partir du 2^e enfant : le gouvernement souhaite-t-il inciter les familles à n'avoir qu'un seul enfant ?
- La réduction du congé parental : ce congé est en réalité déjà accessible au père ou à la mère, cette réduction correspond dans les faits à une réduction de moitié de sa durée... visant, dans l'immédiat, une recherche d'économie. Nous savons que les papas ne profiteront de cette mesure que dans une très faible proportion. Ce sont les jeunes enfants qui seront pénalisés car leurs mamans rechercheront plus rapidement des moyens d'accueil, creusant davantage le déficit de places en crèches.

FAMILLES DE FRANCE dénonce ces mesures qui sacrifient la politique familiale au détriment notamment des jeunes couples et des mères de famille ! Un impact négatif sur le taux de natalité, c'est un impact sur l'économie !

FAMILLES DE FRANCE réclame une concertation entre toutes les associations familiales et le Gouvernement.

Contact Presse : Thierry Vidor 06 64 31 98 68

Familles de France – Fédération nationale reconnue d'utilité publique
Agréée d'éducation populaire – Agréée organisation de consommateurs
Agréée association éducative complémentaire de l'Enseignement public

28, Place Saint Georges 75009 Paris – Tél. : 01 44 53 45 90 – Fax : 01 45 96 07 88
E-mail : accueil@familles-de-france.org – Internet : www.familles-de-france.org